



AVEC LE PEUPLE GREC

Contre LE COUP D'ÉTAT FINANCIER

Imposées par l'Union européenne et la finance, les politiques d'austérité ont plongé le peuple grec dans la misère. Les banques privées européennes se sont enrichies par le mécanisme du remboursement sans fin de la dette et de ses intérêts.

Gouvernements allemand et français en tête, l'Union européenne est prête à tout pour empêcher le gouvernement Syriza de mettre en œuvre son programme qui vise à répondre à l'urgence sociale et à relancer l'activité économique. Ils veulent faire plier les Grecs et montrer qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité.

Une dette illégitime !

➡ Entre 2005 et 2009, les grandes banques privées européennes (françaises et allemandes en tête) prêtent massivement à la Grèce.

➡ En 2010, alors qu'elles se refinancent à un taux de 1% auprès de la Banque centrale européenne (BCE) les banques exigent des taux d'intérêt de plus en plus élevés (de 6% à 10%) pour les prêts accordés à la Grèce. Le pays est étranglé.

➡ Pour payer les intérêts de la dette aux banques européennes, la Grèce emprunte toujours plus au Fonds Monétaire International et à l'Union européenne : la dette passe de 120% à 175% de la richesse nationale.

➡ Ces « aides » (ces prêts) servent en fait à enrichir les banques privées, tout en transférant le risque sur les États. Le FMI et l'UE mettent la Grèce sous tutelle, avec des « aides » conditionnées à des plans d'austérité drastiques.

Le gouvernement Syriza refuse de nouveaux sacrifices pour le peuple grec...

Face à l'intransigeance de l'Union européenne et du FMI, il soumet le plan de l'Eurogroupe au peuple grec lors d'un référendum ce dimanche 5 juillet. Il appelle le peuple grec à rejeter ce nouveau plan de destruction sociale.

ΣΤΙΣ 5 ΙΟΥΛΙΟΥ ΑΕΜΕ

OXI



L'HEURE EST À LA MOBILISATION GÉNÉRALE POUR SOUTENIR LE PEUPLE GREC !

**POUR ROMPRE AVEC L'AUSTÉRITÉ ET LA CASSE DES DROITS SOCIAUX,
POUR ANNULER LA DETTE INJUSTE ET ILLÉGITIME EN GRÈCE ET PARTOUT EN EUROPE.
ET 10 ANS APRÈS LA VICTOIRE DU *NON AU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL EUROPÉEN,
POUR DIRE *NON À L'EUROPE AUSTÉRITAIRE.**